



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR **ARRÊTE**

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION
DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
JLM

*Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 modifié le 1^{er} juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'Environnement ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001 modifié le 1^{er} août 2002 établissant le second programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le récépissé de déclaration en date du 7 juillet 1971 autorisant M. CONNAN François à exploiter à LANRIVAIN au lieu-dit « Guerlagadec » un élevage avicole de 18396 animaux équivalents ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 7 décembre 1978 autorisant M. CONNAN François à exploiter à LANRIVAIN au lieu-dit « Guerlagadec » un élevage avicole de 23.000 animaux équivalents ;
- VU la demande présentée par l'EARL GEFFROY sise à LANRIVAIN au lieu-dit « Guerlagadec » en vue de la régularisation de la situation administrative, à moins de 100 mètres des tiers les plus proches, de 34.204 places d'animaux équivalents en extension de l'élevage autorisé susvisé, ainsi que la mise aux normes de la gestion des déjections, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de KERIEN (28 janvier 2002), MAGOAR (27 décembre 2001), SAINT NICOLAS DU PELEM (24 juin 2002), CANIHUEL (25 février 2002) ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 6 février 2004 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 26 mars 2004 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE - BP 2370 - 22073 SAINT BRIEUC - TEL 02.96.62.44.22

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L512 – 1 du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage existant ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés au Code de l'Environnement (livre V – titre 1^{er})

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- ARRETE -

ARTICLE 1^{er}

L'EARL GEFFROY demeurant à LANRIVAIN au lieu-dit « Guerlagadec » est autorisée à exploiter à cette adresse (section B1 N° 1031 b), à moins de 100 Mètres des tiers les plus proches, conformément aux plans annexés à la demande, un élevage avicole de 75.600 en présence simultanée répartis comme suit : 75.600 poulets de type « standard léger » ou 25.200 dindes de chair, sous réserve que la rotation des production permette de limiter la production d'azote à 11610 kg par an.

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions réglementaires et de celles définies ci-après.

ARTICLE 2 - Prescriptions particulières

2-1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2-2 Aménagement des bâtiments :

2-2-1 – La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 2700 m²

2-2-2 – Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2-2-3 – Le pétitionnaire devra utiliser un matériel adapté pour un épandage homogène.

2-3 – Conditions de stockage au champ.

2-3-1 – Le stockage au champ doit respecter les règles de distance prévues vis à vis des points d'eau et des habitations. Il est exclu sur des parcelles où l'épandage est interdit ainsi que dans les zones inondables y compris par la remontée de la nappe phréatique, pendant les périodes de forte pluviosité et dans les zones d'infiltration préférentielle (failles, bétoires).

2-3-2 – Les zones de stockage doivent être proches des parcelles qui recevront le fumier et leurs emplacements modifiés chaque année. Le retour sur le même emplacement ne devant intervenir que dans un délai de trois ans.

2-3-3 – Le volume du dépôt est adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices.

2-3-4 – La durée de ce stockage ne doit pas dépasser 10 mois.

2-4 - Sécurité :

2-4-1 – Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2-4-2 – L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2-4-3 – L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique) ; De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2-4-4 – Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19.01.1977.

2-4-5 – Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de LANRIVAIN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'EARL GEFFROY.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'EARL GEFFROY dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

Le présent arrêté abroge et remplace le récépissé de déclaration en date du 7 juillet 1971 et l'arrêté d'autorisation en date du 7 décembre 1978.

ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours" (article L.514-6 du Code de l'Environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de GUINGAMP
Le Maire de LANRIVAIN

L'Inspecteur des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à l'EARL GEFFROY pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de KERIEN, MAGOAR, SAINT NICOLAS DU PELEM, CANIHUEL, KERPERT pour information.

SAINT-BRIEUC, le

1 AVR. 2004

LE PREFET,

Pour le PREFET
Le Secrétaire Général,

Jacques MICHELOT

